Bureau du 11 avril 2005

Décision n° B-2005-3133

objet : **Bennes à ordures ménagères - Nettoyage intérieur et des châssis - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert**

service : Direction générale - Direction de la propreté

Le Bureau,

Vu le projet de décision du 31 mars 2005, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le conseil de Communauté, par sa délibération n° 2003-1087 en date du 3 mars 2003, a délégué au Bureau une partie de ses attributions. Le dossier présenté ci-après entre dans le cadre de cette délégation.

Le marché de lavage intérieur des bennes à ordures ménagères arrive à expiration le 25 décembre 2005. Il convient donc de le renouveler.

Ce marché porte sur les prestations suivantes :

- enlèvement de tous les détritux restant à l'intérieur du compacteur à l'aide d'outils spécifiques,
- projection d'un produit de nettoyage agréé aux normes alimentaires (éventuellement à l'aide d'un canon à mousse),
- projection d'un savon dégraissant sur le mécanisme, les articulations et le rinçage avec un laveur haute pression à eau chaude,
- contrôle des parties nettoyées et de l'ensemble intérieur du caisson,
- désinfection par projection de germicide, de bactéricide, d'algicide et de désodorisant supprimant les germes de toutes bactéries,
- lavage et dégraissage des châssis des véhicules avec un nettoyeur haute pression avec produit dégraissant.

Le présent rapport a pour objet le lancement d'une procédure en vue de l'attribution des prestations de nettoyage intérieur et des châssis des bennes à ordures ménagères de la Communauté urbaine.

Les prestations pourraient être attribuées à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles 33, 39, 40 et 57 à 59 du code des marchés publics.

Le marché ferait l'objet d'un marché à bons de commande, conformément à l'article 71 du code des marchés publics, conclu pour une durée ferme d'un an reconductible de façon expresse trois fois une année. Le marché comporterait un engagement de commande d'un montant annuel minimum de 45 000 € HT et d'un montant annuel maximum de 70 000 € HT ;

Vu ledit dossier de consultation des entrepreneurs ;

DECIDE

1° - Approuve :

- a) - le lancement de l'opération,
- b) - le dossier de consultation des entrepreneurs.

2° - Les prestations seront attribuées à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles 33, 39, 40 et 57 à 59 du code des marchés publics.

3° - Les offres seront jugées par la commission d'appel d'offres créée par la délibération n° 2004-1898 en date du 10 mai 2004.

4° - La dépense prévisionnelle correspondante sera prélevée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget de la Communauté urbaine - direction de la propreté - exercices 2005 et suivants - centre de gestion 584 100 - ligne de gestion 021 137 - compte - 611 800 - fonction 812.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,